Nations Unies E/2018/NGO/13

Conseil économique et social

Distr. générale
30 mai 2018
Français
Original : anglais

Session de 2018
28 juillet 2017-27 juillet 2018
Point 5 de l'ordre du jour
Débat de haut niveau

Déclaration présentée par International Shinto Foundation, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

Merci de recycler

Déclaration

La crise financière de 2008 a montré que lorsqu'une calamité survenait quelque part dans le monde, elle pouvait, par effet domino, entraîner des conséquences sur tout le reste de la planète. De grands avantages peuvent certes être tirés de la participation à l'économie mondiale pendant les périodes d'expansion, mais des préjudices plus importants encore peuvent être subis pendant les périodes de crise économique.

Ainsi, un nouveau mouvement a vu le jour, préconisant une plus grande autonomie locale pour les régions afin de les protéger de la menace que présentent les différents facteurs extérieurs et situations qui prévalent dans les autres zones du monde. Au Japon, la plupart des économies locales demeurent en déficit budgétaire. Ainsi, certaines municipalités du pays dépensent plus en biens et services provenant de l'extérieur de leur région qu'elles ne produisent de recettes en vendant des biens ou services à leurs partenaires extérieurs, ce qui affaiblit nettement leurs économies.

Par quels moyens les régions peuvent-elles installer les bases d'une économie résistante, compte tenu du fait qu'elles ne peuvent plus obtenir de pétrole à bon marché depuis l'Accord de Paris, que le gouvernement central ne leur verse aucune subvention et que les entreprises ne bénéficient d'aucune mesure incitative ? Le problème ne semble pas résider dans la faiblesse des revenus régionaux, mais plutôt dans la fuite de ces revenus à l'extérieur de l'économie locale. Ainsi, pour contenir l'argent à l'intérieur des limites régionales et, de ce fait, augmenter les réserves financières de la zone, contribuer à stimuler les économies locales et accroître le bien-être des populations concernées, il convient de réduire autant que possible la fuite des recettes et de les faire circuler correctement à l'intérieur de la région qui les produit.

À cette fin, il est essentiel d'examiner le type de ressources que possède la région et de trouver le meilleur moyen d'en tirer le plus grand parti. En particulier, il est indispensable de savoir si le capital des résidents est investi dans leur région ou à l'extérieur. Par exemple, quand des résidents placent des fonds sur un compte bancaire, ceux-ci sont généralement réunis dans une banque centrale implantée en zone urbaine à des fins d'investissement. Les fonds sont rarement investis dans la région dont ils proviennent. Or s'ils étaient investis dans l'économie locale, ils serviraient à revitaliser la zone et les investisseurs pourraient obtenir des intérêts ou retours sur investissement égaux ou supérieurs à ceux qu'ils peuvent attendre des grandes banques. À titre d'exemple, citons le village d'Aba (dans la préfecture d'Okayama située dans la partie occidentale du Japon) dont la population a décru au point qu'il est devenu un village fantôme en raison d'un taux de natalité demeuré à zéro depuis 20 ans, période au cours de laquelle : la population est passée de 700 à 570 habitants, l'unique école maternelle et élémentaire a fermé, la seule station-essence locale a été mise hors service par la maison-mère et les effectifs de l'administration municipale ont été fortement réduits. Dans des circonstances aussi dramatiques, les habitants ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour conserver leur résidence dans le village. Ils se sont presque tous réunis pour former une société privée à responsabilité limitée qui a commencé à cultiver, en agriculture biologique, du riz et des légumes pour la consommation locale. Leur réussite leur a permis de remettre la station-essence en service et ils ont commencé à se chauffer en utilisant des produits des coupes d'éclaircie. Grâce à ces efforts, ils sont parvenus à redynamiser les finances de leur région de telle sorte qu'après plusieurs années (et jusqu'à présent) la zone attire nombre de partenaires disposés à coopérer avec eux ainsi que de nouveaux habitants venus de l'extérieur de la région.